



RESUME EXECUTIF : RESULTATS DE L'ENQUETE APPROFONDIE SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES DANS LA PROVINCE DU KASAÏ ORIENTAL: Octobre 2011

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La province du Kasai Oriental couvre une superficie totale de 173.110 Km², soit 7% de la superficie totale du pays. Elle est limitée au nord par les Provinces de l'Equateur et la Province Orientale, à l'Est par la province du Maniema, au sud par le Katanga et à l'Ouest par le Kasai Occidental. La région jouit d'un climat diversifié avec des précipitations moyennes diminuant du nord au sud avec 2.000 mm au nord de Lomela et 1.500 mm à Mwene-Ditu. On note d'une manière générale deux saisons de pluies bien marquées : de janvier/février à avril et de septembre à décembre. Dans le nord qui jouit d'un climat de type équatorial, les précipitations s'étendent sur toute l'année avec cependant un ralentissement au cours de la période de mai à juillet. Dans la majeure partie de la région, le régime des pluies favorise deux campagnes agricoles par an. La province est maillée par deux bassins hydrographiques importants : le Sankuru avec un bassin versant d'une superficie de 123.210 km² et la Lukenie avec un bassin versant de 8.550 km². Le climat, la végétation, la géomorphologie et les sols confèrent à la province quatre zones agricoles : la zone de la forêt dense humide du nord Sankuru, la zone de la forêt entrecoupée de savanes, la zone de savanes à prédominance sablonneuse et la zone des savanes sur sols moyens et riches¹.

La population est estimée en 2010 à 8.737.845 habitants² inégalement répartie. La densité moyenne est de 50 habitants par km² variant de 16 habitants par Km² dans le district du Sankuru à plus de 29.000 habitants par Km² dans la ville de Mbuji-Mayi. Selon la monographie du Kasai Oriental, la province est une terre de contraste qui certes, mérite bien l'appellation de « Province minière » avec son chef lieu Mbuji Mayi communément surnommé « la Capitale Mondiale du Diamant », mais dont l'appellation ne colle pas du tout avec la réalité économique dans laquelle vit la population avec une pauvreté croissante. Cette situation est la résultante de plusieurs facteurs dont l'exode rural, le détournement de la population surtout la plus jeune des activités agricoles vers ce qu'on peut appeler « le mirage du diamant ». Les populations surtout les plus jeunes et parfois des enfants sont exploitées dans les mines ou carrières à la recherche aléatoire du diamant dans l'espoir de décrocher le gros lot. La recherche de ce gain les installe dans une sorte de cercle vicieux fait d'endettement-remboursement avec à la clé une désorganisation du tissu social, des mariages et grossesses précoces, une forte natalité. Le manque d'infrastructures routières et sociales prive la population d'accès aux services sociaux de base et limite les échanges et les opportunités de développement économiques entre un milieu rural complètement enclavé et les centres urbains dotés d'une demande potentiellement importante.

Certes, le développement d'activités minières a favorisé l'émergence d'une classe moyenne il y a quelques années et offert des opportunités d'emploi importantes mais la chute des cours mondiaux du diamant combinée avec les périodes de troubles ont contribué à la faillite de plusieurs sociétés minières et augmenté le chômage. D'après les estimations du PNUD, l'activité extractive de diamant a créé il y a quelques années (2008) environ 200.000 emplois. La faillite de l'une des plus grandes sociétés minières (MIBA) a entraîné une importante perte d'emplois. Cette situation a engendré un mouvement de populations des villes vers les campagnes et selon l'INS, en mars 2009, environ 100.000 personnes auxquelles il faut ajouter les creuseurs artisanaux. Les problèmes structurels qui affectent le secteur du transport ferroviaire qui constitue pourtant l'une des principales voies d'acheminement de marchandise

¹ Source : Monographie du Kasai Oriental

² Source : Ministère de la Santé, PEV



limitent les échanges et contribuent à la flambée des prix des denrées alimentaires de base sur les marchés. L'économie locale est fortement perturbée par des grèves fréquentes de la Société Nationale des Chemins du Congo (SNCC). En outre, le réseau routier est complètement délabré et il faut mettre 6 heures pour parcourir les 200 km reliant Mbuji – Mayi à Kananga en saison sèche. L'activité économique de la région se trouve paralysée par son enclavement. Autrefois, grenier du Congo et particulièrement du Katanga, le Kasai Oriental a perdu son autosuffisance alimentaire et est affectée aujourd'hui par les problèmes alimentaires et nutritionnels.

Selon les résultats de l'enquête MICS de 2010, 50% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et la malnutrition aiguë globale affecte 13% des enfants de moins de 5 ans. Le taux de mortalité infantile se situe à 96 pour mille. Les mêmes résultats montrent que 32% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre ou limite. La situation des indicateurs sociaux est globalement mauvaise. Le taux net de scolarisation dans le primaire est de 78% seulement et l'accès aux services de santé est faible. La prévalence du VIH/SIDA est supérieure à la moyenne nationale.

Les interventions du PAM dans la province du Kasai oriental sont pour l'instant ciblées sur les activités nutritionnelles suite aux résultats de l'enquête nutrition territoriale de 2009 qui avait révélé des taux de malnutrition aiguë globale au dessus des seuils d'intervention et d'urgence dans plusieurs territoires.

OBJECTIF DE L'ENQUETE

L'objectif global de cette évaluation est de disposer d'indicateurs de référence sur la sécurité alimentaire des ménages en vue de proposer les options de réponse les plus appropriées. De manière plus spécifique, l'enquête vise à collecter et à analyser les données secondaires et primaires sur la consommation alimentaire, les revenus et les moyens de subsistance, les chocs et les stratégies de survie, la production agricole, l'accès aux services sociaux (santé, éducation) ainsi que l'évolution des prix sur les marchés. Elle vise également à identifier les causes sous jacentes de l'insécurité alimentaire dans la région afin de proposer les options de réponses les mieux appropriées pour y faire face.

METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

L'échantillon a été basé sur un sondage stratifié probabiliste à deux degrés avec comme unité primaire les villages et comme unité secondaire les ménages. Les strates sont constituées de territoires ou groupes de territoires de façon à disposer des résultats représentatifs au niveau de chaque territoire ou groupe de territoires constituant ces strates. La taille minimale requise au niveau de chaque strate a été calculée en se basant sur les informations secondaires existantes sur la sécurité alimentaire de façon à assurer un niveau de confiance de 95%. En raison du nombre élevé de territoires à couvrir (16), certains ont été regroupés sur la base de leur proximité géographique afin d'éviter de porter l'échantillon à une taille trop élevée. Au total 11 strates³ ont été constituées et l'échantillon ainsi constitué permet d'assurer une représentativité de chacune des 11 strates. Afin de tenir compte du poids démographique de chaque strate, la taille globale de l'échantillon a été répartie proportionnellement à la taille de chaque strate avec des ajustements pour permettre d'atteindre un niveau minimal de ménage par strate et par territoire. Finalement, la taille totale de l'échantillon a été portée à 2.860 ménages répartis dans 16 territoires constitués en 11 strates. Les données ont été collectées à l'aide de mini ordinateurs (PDA) rendant ainsi la saisie et le contrôle de la qualité des données automatiques, instantanés et systématiques. Les données

³ Les 11 strates constituées selon les territoires sont : 1) Mewene Ditu/Kamiji ; 2) Kabinda 3) Lubao 4) Gandajika 5) Kabeya-Kanwanga 6) Lodja/Kole, 7) Katako-Kombe/Lomela 8) Lubefu/Lusambo 9) Tshilengue 10) Katanda 11) Lupatapata/Miabi



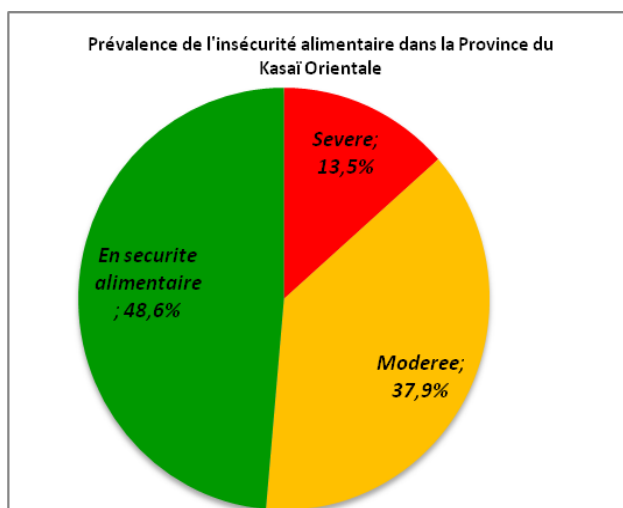
manquantes et aberrantes sont corrigées avant de quitter le ménage. Elles sont ensuite transférées, encodées et analysées avec le logiciel SPSS. La détermination des ménages en insécurité alimentaire a été basée sur le cadre analytique du PAM avec l'indicateur de score de consommation alimentaire comme indicateur de base. Cet indicateur a été ensuite triangulé et validé avec d'autres indicateurs d'accès alimentaire (terciles d'indicateur de richesse et le coping strategy index). Ainsi déterminé un ménage en insécurité alimentaire est celui qui a une consommation alimentaire pauvre ou limite mais en même temps a développé des stratégies de survie négatives et classé également pauvre par rapport à ses revenus⁴. Les données ont été collectées du 12 juillet au 18 août 2011.

LIMITES DE L'ENQUETE

Malgré son envergure et sa bonne couverture géographique, le fait que cette enquête n'a pas couvert le milieu urbain constitue une limite. En outre, la consommation alimentaire des ménages est seulement mesurée en termes de fréquence et de diversité et ne permet pas ainsi de calculer les quantités consommées par les ménages en termes de kilocalorie.

COMBIEN DE PERSONNES SONT EN INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL?

Les résultats de l'analyse montrent que l'insécurité alimentaire affecte globalement plus d'un ménage sur deux (51,4% des ménages) dont 13,5% de ménages affectés par l'insécurité alimentaire sévère tandis que 37,9% des ménages sont touchés par une insécurité alimentaire modérée.



modérée.

deux (51,4% des ménages) dont 13,5% de ménages affectés par l'insécurité alimentaire sévère tandis que 37,9% des ménages sont touchés par une insécurité alimentaire modérée. Ces résultats confirment la grande précarité qui caractérise la région à la fois en termes de déficit en infrastructure et de la pauvreté massive qui touche sa population.

Ces chiffres représentent à l'échelle de la population de la Province 916.000 personnes affectées par l'insécurité alimentaire sévère et 2.200.000 personnes par l'insécurité alimentaire modérée. Au total, 3.200.000 personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire sévère ou

⁴ Un ménage typique en insécurité alimentaire sévère a un score de consommation moyen de 28, un coping strategy index moyen de 16 et une dépense moyenne journalière par tête de 297 FC soit 0,3 \$ US (1 \$ US = 900 FC) par jour et par personne. Un ménage typique en insécurité alimentaire modérée a un score de consommation moyen de 39, un coping strategy index moyen de 9,3 et une dépense journalière moyenne par tête de 335 FC soit environ 0,4 \$ US par jour et par personne. Un ménage typique en sécurité alimentaire a un score de consommation alimentaire moyen de 55, un coping strategy moyen de 6,4 et une dépense journalière moyenne de 567 FC soit environ 0,6 \$ US par jour et par personne. Le régime alimentaire est très pauvre et constitué principalement de tubercules, de céréales et d'huile. Les autres catégories d'aliments étant très peu consommées. 7% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre, 37% ont une consommation alimentaire limite et 56% ont une consommation alimentaire acceptable

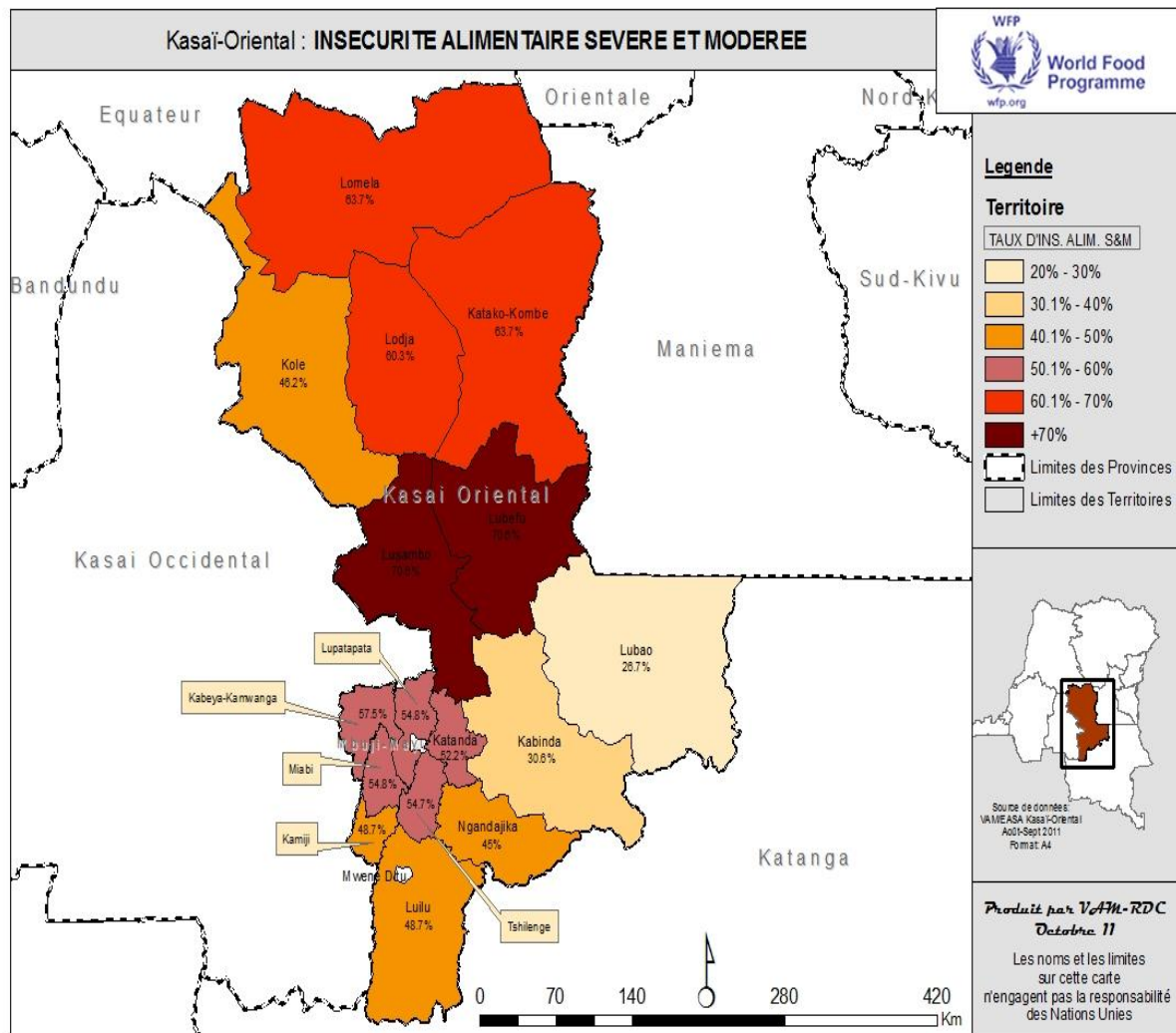


DISTRIBUTION GEOGRAPHIQUE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE

La distribution géographique des résultats montre que les taux d'insécurité alimentaire sévère sont plus élevés dans les territoires suivants : Tsilenge (21,5%), Lupatapata/Miabi (20,6%), Kabeya Kamwanga (20,2%), Lwilu/Kamiji (17,5%), Lubefu/Lusambo (15,4%), Lodja (14%). Les taux sont également élevés et très proches de la moyenne provinciale dans les territoires suivants : Katakombe/Lomela (12,7%). Les taux d'insécurité alimentaire sévère sont en revanche plus faibles dans les territoires de Kole, Kabinda, Lubao avec moins de 5% des ménages.

L'insécurité alimentaire modérée quant à elle prévaut plus dans les territoires suivants : Lubefu/Lusambo (55,2%), Katakombe/Lomela (51%), Lodja (46,5%), Kole (45,6%). Les taux d'insécurité alimentaire modérés sont en dessous de la moyenne de la province dans les autres territoires.

Globalement les taux d'insécurité alimentaire sévère et modérés sont plus élevés dans les territoires suivants : Lusambo/Lubefu (70,6%), Katakombe/Lomela (63,7%), Lodja (60,5%) Kabeya Kamuanga (57,5%), Lupatapata/Miabi (54,8%), Tshilenge (54,7%), Katanda (52,1%).

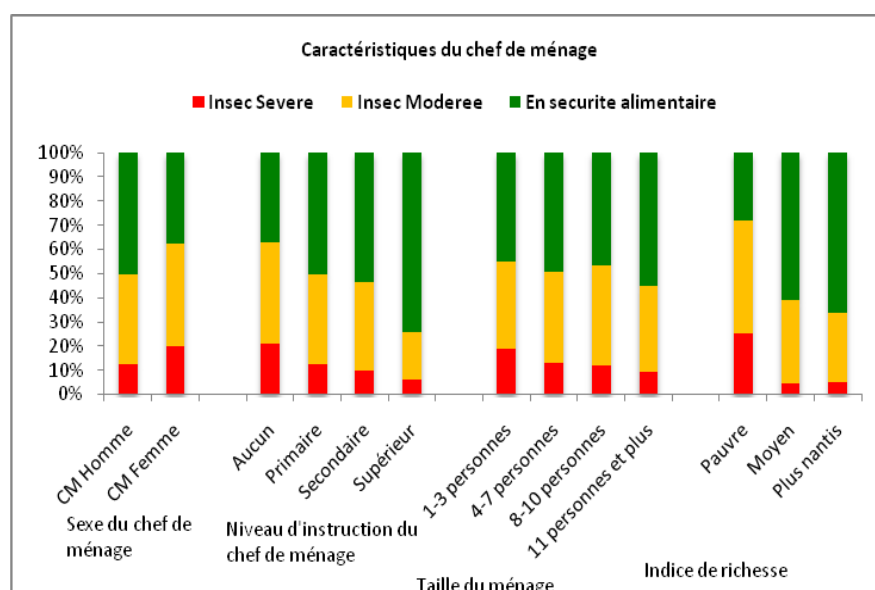




TERRITOIRES	POPULATION	Insécurité alimentaire sévère		Insécurité alimentaire modérée		Insécurité alimentaire sévère et modérée	
		%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif
KABEYA KAMUANGA	143 290	20,2%	28 945	37,3%	53 447	57,5%	82 392
KABINDA	438 800	3,6%	15 797	27,0%	118 476	30,6%	134 273
KAMIJI	84 872	17,5%	14 853	31,2%	26 480	48,7%	41 333
KATAKO KOMBE	264 451	12,7%	33 585	51,0%	134 870	63,7%	168 455
KATANDA	310 786	14,2%	44 132	37,9%	117 788	52,1%	161 919
KOLE	77 627		-	45,6%	35 398	45,6%	35 398
LODJA	404 086	14,0%	56 572	46,5%	187 900	60,5%	244 472
LOMELA	168 340	12,7%	21 379	51,0%	85 853	63,7%	107 233
LUBAO	463 875	3,9%	18 091	22,8%	105 764	26,7%	123 855
LUBEFU	266 156	15,4%	40 988	55,2%	146 918	70,6%	187 906
LUPATAPATA	271 580	20,6%	55 945	34,2%	92 880	54,8%	148 826
LUSAMBO	140 322	15,4%	21 610	55,2%	77 458	70,6%	99 067
MIABI	287 752	20,6%	59 277	34,2%	98 411	54,8%	157 688
LUILU	1 309 550	17,5%	229 171	31,2%	408 580	48,7%	637 751
NGANDAJIKA	409 151	9,6%	39 278	35,4%	144 839	45,0%	184 118
TSHILENGE	1 101 733	21,5%	236 873	33,2%	365 775	54,7%	602 648
TOTAL	6 142 371	13,5%	916 496	37,9%	2 200 838	51,4%	3 117 333

PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

L'analyse du profil des ménages en insécurité alimentaire dans la province du Kasai oriental révèle que les ménages dirigés par les femmes sont significativement⁵ plus affectés que ceux dirigés par les hommes. L'étude montre que 62% des ménages dont le chef est une femme sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère ou modérée contre 50% pour les ménages dont le chef est un homme. Globalement l'insécurité alimentaire sévère et modérée touche 62,4% des ménages ayant à leur charge une femme contre 49,7% pour les ménages dirigés par les hommes. Les résultats montrent corrélativement que les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés parmi les ménages dont le chef est veuf (ve) ou divorcé (53% chefs de ménage femme sont des veuves contre 2% pour les hommes et 12% des chefs de ménages femmes sont des divorcés contre 1,3% pour les chefs de ménage homme). Les résultats montrent également une liaison



également une liaison claire entre le niveau d'instruction du chef et le niveau d'insécurité alimentaire du ménage sans que cela ne soit interprétée comme une relation de cause à effet directe.

Les taux d'insécurité alimentaire sévère sont deux fois plus élevés parmi les ménages dont le chef ne sait ni lire ni écrire (20%) que parmi ceux qui savent lire ou écrire

⁵ Test statistique significatif (p=0,000)



(10%)⁶. Suivant la taille du ménage, on note que les ménages en insécurité alimentaire sévère comptent légèrement moins de membre (6) que la moyenne des autres groupes et de l'échantillon qui est de 7. L'insécurité alimentaire touche avant tout les ménages les plus pauvres. Si l'on analyse les résultats suivant les niveaux de dépenses des ménages⁷, on note que les taux d'insécurité alimentaire sont plus élevés parmi les ménages les plus pauvres : 63% des ménages les plus pauvres sont affectés par l'insécurité alimentaire sévère ou modérée contre 49% pour les ménages moyennement pauvres et 42% pour les ménages les plus nantis⁸. L'agriculture vivrière constitue la principale source de revenu pour 80% des ménages de la Province. Malgré d'importantes potentialités dans le domaine de l'élevage, très peu de ménages s'adonnent véritablement à cette activité. L'élevage ne constitue la principale source de revenu que pour 1% des ménages enquêtés. En dehors des ménages qui dépendent de l'agriculture vivrière pour leur subsistance qui sont très affectés par l'insécurité alimentaire, l'analyse révèle que les travailleurs journaliers agricoles ou non agricoles sont également très touchés par l'insécurité alimentaire. Les difficultés d'accès alimentaire ont conduit les ménages à avoir recours à des stratégies de résilience négatives. 73% des ménages ont eu recours à la consommation d'aliments qu'ils préfèrent moins d'ordinaire tandis que 44% des ménages ont du emprunter de la nourriture. Environ 52% des ménages ont également réduit la quantité consommée au cours des repas et 35% ont réduit le nombre de repas. Les résultats montrent aussi que 43% des ménages ont consommé leurs stocks de semence réservés pour la saison agricole suivante.

LES CAUSES DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE EN MILIEU RURAL DE LA PROVINCE DU KASAI ORIENTAL

L'économie de la province du Kasai Oriental est handicapée par son manque de diversification, le manque d'infrastructures routières qui exacerbe son enclavement et entrave le développement des échanges et la circulation des biens et services.

Les causes structurelles : La dernière décennie a été marquée par des troubles socio politiques qui ont négativement affecté le développement socio économique du pays, désorganisé le système de production. Peu d'investissements ont été réalisés dans les secteurs sociaux et les infrastructures. Cette situation a conduit à la destruction du réseau routier existant et les problèmes de dysfonctionnement dans la gestion du réseau ferroviaire qui désert la région ont contribué à son isolement. L'économie des Kasai a été aussi longtemps marquée par le développement d'activités minières notamment le diamant qui à une certaine époque polarisé les investissements ainsi que l'emploi. L'attrait de revenu que constituait l'activité minière a engendré un exode rural important notamment vers Mbuji Mai et ses alentours où s'est développée l'exploitation minière aussi bien industrielle qu'artisanale. Cet exode a provoqué un déclin de la production agricole et entraîné une explosion démographique dans les villes minières, précarisé l'accès aux services sociaux et accru la dépendance de la région par rapport aux importations pour son alimentation et rendu les populations vulnérables à la volatilité des prix des cours mondiaux du diamant mais également des denrées alimentaires. Le pouvoir d'achat des ménages s'est effondré et la pauvreté a augmenté.

Les causes conjoncturelles aggravantes : La chute des cours mondiaux du diamant combinée aux troubles politico militaires ainsi que la mauvaise gestion de certaines sociétés minières ont négativement

⁶ Le taux d'insécurité alimentaire sévère parmi les ménages dont le chef n'a aucun niveau d'instruction est de 21% contre 12% pour les ménages ayant un niveau d'instruction primaire, 10% pour le secondaire et 6% seulement pour le supérieur

⁷ Les dépenses par tête des ménages sont regroupées en terciles (l'échantillon est divisé en part égale de 33%)

⁸ Les taux d'insécurité alimentaire sévère sont respectivement de 16% pour les ménages les plus pauvres, 13% pour les ménages intermédiaires et 11% pour les plus nantis ; test statistique significatif (Chi² ; p=0.000)



affecté le secteur minier et entraîné un déclin rapide de l'économie de la région. La fermeture de plusieurs sociétés minières a augmenté le chômage dans les villes et on a observé au cours de ces dernières années un exode inversé des villes vers les villages. Les ménages ont vu leur pouvoir d'achat s'effondrer et les résultats de l'enquête montrent que 62% des ménages se sont endettés principalement pour des raisons alimentaires. La perte de revenu a non seulement affecté la sécurité alimentaire des ménages dans les villes mais également des ménages ruraux qui bénéficiaient des transferts de revenu des migrants. Un autre choc important qui affecte la sécurité alimentaire des ménages est la hausse des prix des denrées alimentaires. Le système de suivi des prix de la FAO montre que tous les prix des produits de grande consommation ont enregistré des hausses importantes aussi bien par rapport à l'année dernière que par rapport à la moyenne des trois dernières années. Le prix nominal du riz local a enregistré en août 2011 une augmentation de 66% par rapport à la même période en 2010 et de 42% par rapport à la moyenne de la même période des 3 dernières années. Ces hausses sont respectivement de 47% et 67% pour le riz importé. Pour le maïs graine, on a noté une augmentation de 90% en août 2011 par rapport à août 2010 et de 106% par rapport à la moyenne des trois dernières années. Des tendances à la hausse sont observées également pour la cossette de manioc qui a enregistré une hausse de 31% et de 15% par rapport respectivement à août 2010 et à la moyenne des 3 dernières années.

RECOMMANDATIONS POUR LES INTERVENTIONS ET PROGRAMMES

Les résultats de l'enquête révèlent que les taux d'insécurité alimentaires sont très élevés en particulier dans les territoires de Lusambo, Lubefu, Katakombe, Lomela, Lodja, Kabeya Kamuanga, Lupatapata, Miabi, Tshilenge et Katanda. Les causes de l'insécurité alimentaire dans la province du Kasai Oriental sont à la fois d'ordre structurel que conjoncturel.

Recommandation d'ordre général : l'enclavement de la région plombe son développement et la réhabilitation et la construction des routes et des pistes rurales doit constituer une priorité en raison de son rôle moteur pour favoriser le développement des activités agricoles.

Recommandation spécifique pour l'assistance alimentaire et non alimentaire : Pour produire un maximum d'impact, les interventions doivent rechercher une synergie importante entre le court terme et le moyen et long terme d'une part et entre les activités de redressement et de développement d'autre part. Bien que la situation actuelle n'exige pas des interventions alimentaires d'urgence, certaines modalités de **l'assistance alimentaire** peuvent être utilisées pour à la fois soulager les difficultés alimentaires du moment mais également avec une vision de long terme. Ces modalités sont relatives aux activités **de food for work** qui peuvent être envisagées pour réhabiliter des routes ou des pistes rurales ou encore l'entretien des ouvrages agricoles. Bien que peu d'informations soient disponibles sur le fonctionnement des marchés de la zone, la production de riz par exemple est importante dans certaines zones et c'est plutôt le manque de débouchés qui découragent sa production. Entreprendre des activités **de cash for work** à des moments précis (notamment après la récolte) dans ces zones n'aura pas d'impact négatif ni sur les prix ni sur le fonctionnement de ces marchés. Dans la mesure où ces activités obéissent à des processus d'auto sélection, seuls les ménages les plus vulnérables devront bénéficier. Le développement des activités de **cantines scolaires** est également pertinent et opportun dans les zones vulnérables pour améliorer le statut nutritionnel des enfants et améliorer l'accès à l'éducation. D'après les résultats de l'enquête, seulement 80% des enfants en âge scolaire des ménages enquêtés vont effectivement à l'école. Ce taux est de 77% seulement pour les filles contre 83% pour les garçons. On note également que 14% des enfants d'âge scolaire ont manqué l'école pendant au moins 4 semaines d'affilé au moment de l'enquête. En particulier le pourcentage des enfants qui ont manqué l'école au moins pendant 4 semaines d'affilé est très élevé parmi les ménages en insécurité alimentaire sévère (22%) et dans les territoires de Katanda, Tshilenge, Lodja, Kole, Lupatapata, Miabi et Kabeya Kamwanga. En outre les achats locaux du PAM à



travers son programme **de P4P** (achat pour le progrès) est également pertinent dans le contexte du Kasai Oriental dans les zones de forte production agricole. **L'assistance non alimentaire** doit cibler en premier les activités liées au **développement agricole** : appui en semences, encadrement et conseil, transformation et commercialisation. **Le secteur de l'élevage** est également confronté à plusieurs contraintes qui affectent son développement. Les ménages peinent à reconstituer leur bétail décimé par les guerres et la décapitalisation : 64% des ménages ont évoqué le manque d'argent pour reconstituer leur cheptel comme contrainte majeure à l'élevage dans la région. 70% ont évoqué le manque des services vétérinaires tandis que 29% ont cité le vol comme contraintes majeures qui freinent le développement de l'élevage. L'aide à la reconstitution du cheptel et le développement de services d'appui et d'encadrement pour le secteur de l'élevage est également primordiale.

Finalement, pour mieux cibler les différentes interventions et favoriser une bonne planification des interventions il est opportun d'entreprendre des analyses complémentaires notamment sur le fonctionnement des marchés et la production agricole. La mise en place d'un système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans cette région est également prioritaire. Une étude complémentaire en milieu urbain permettra également de cerner les problématiques qui y sont liées notamment la vulnérabilité à l'intérieur des couches les plus vulnérables en particulier les travailleurs miniers.

Pour en savoir plus

Martin Ohlsen : Représentant du PAM ; martin.ohlsen@wfp.org,
Kojo Anyanful : Représentant adjoint du PAM ; kojo.anyanful@wfp.org
Housainou Taal : Chef de programme ; housainou.taal@wfp.org
Koffi Akakpo : Chef de l'unité VAM ; koffi.akakpo@wfp.org
Papa Zoumana Diara : Chef du bureau des Kasai ; papazoumana.diarra@wfp.org